

# L'AUTRE AFRIQUE

QUAND L'AFRIQUE S'ÉVEILLERA ...

MENSUEL INTERNATIONAL INDÉPENDANT D'INFORMATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITÉ N°072 - SEPTEMBRE 2024

UEMOA

## La BIIC classée 6<sup>ème</sup> Champion de la Finance en 2024

Prix : 2.000F CFA, 3,5 euro, 4,5 Dollars



jeune **afrique**

# 300

CHAMPIONS  
DE LA FINANCE

SANTE ET LONGÉVITÉ  
Comment vivre longtemps  
en bonne santé?

# BIIC ONLINE

ENTREPRISE

**Gérez votre trésorerie  
en ligne 24H/7**

Pratique, sécurisée et  
gratuite



[www.biiconline.com](http://www.biiconline.com)



## Repenser la démocratie



La démocratie représentative telle qu'elle est théorisée en Afrique en général et dans l'espace francophone ouest africain en particulier est loin de combler les attentes nées des conférences vives déclenchées par le Bénin dans les années 90.

En effet, à ces glorieuses années 90 d'expériences démocratiques euphoriques en Afrique au Sud du Sahara, se sont succédés rapidement de graves dysfonctionnements sans précédent. Partout ailleurs, beaucoup de pays africains ont connu un net recul en ce qui concerne la participation citoyenne à la politique et à l'État de droit. Si la démocratie peut être banalement définie comme la mise en œuvre de la souveraineté du peuple, elle se fragilise dans son fonctionnement. Les errements démocratiques et électoraux en Guinée Conakry et

Côte d'Ivoire au Togo etc...versent dans le « césarisme démocratique » comme voie de salut pour le continent faisant resurgir le vieux populisme africain représenté par le « Père de la Nation » pour reprendre l'expression de Pierre ROSANVALLON.

Les multiples cas de rebondissements et d'inventions dans l'exercice de la démocratie notamment les putschs au Niger, Mali et au Burkina Faso, au Gabon etc...montrent à suffisance que la démocratie est structurellement problématique, et donc partant de ce fait qu'elle est structurellement inachevée. Somme toute, la démocratie actuelle est indiscutablement à la fin d'un cycle long, celui du «déclin de la volonté», volonté politique qui est au cœur du type idéal démocratique. Il urge donc de la repenser tout simplement.

# SOMMAIRE

05



**Pas de nouvel impôt ni de nouvelle taxe**

09



**Comment vivre longtemps en bonne santé?**

**L'AUTRE AFRIQUE**

Mensuel international indépendant d'informations, d'analyses et de publicité

**Direction Générale**

France

Tél: +33 626 656 588

Bénin

Tél: +229 96 84 24 24

**Directeur de Publication**

Romuald A. Boko

**Directeur de la Rédaction**

François Charles

**Direction Commerciale**

Léila Amara

Glwadys Bonou

**Rédaction**

Keneth Smith, François Charles, Romuald Boko, Abla Merzougui Lahket, Armel Kuassi Johnson, Eudes DIARRA, Olivier KPOUSSOU, Nazaire Cesar, Yasmine Gounongbé, Edmond Sossou

11



**Fournir de l'électricité à 300 millions d'africains d'ici 2030**

20



**L'ancien président Nicéphore Soglo admiratif du développement de la zone**

30



**Le rôle central des services de presse des équipes nationales**

39



**Des légendes du football africain chez Denis Sassou N'Gusso**

**Collaboration**

Abdel Karim

Folakè Ayekoro

Koffi Albert ADANDJI

Grace Adriba

**Edition**

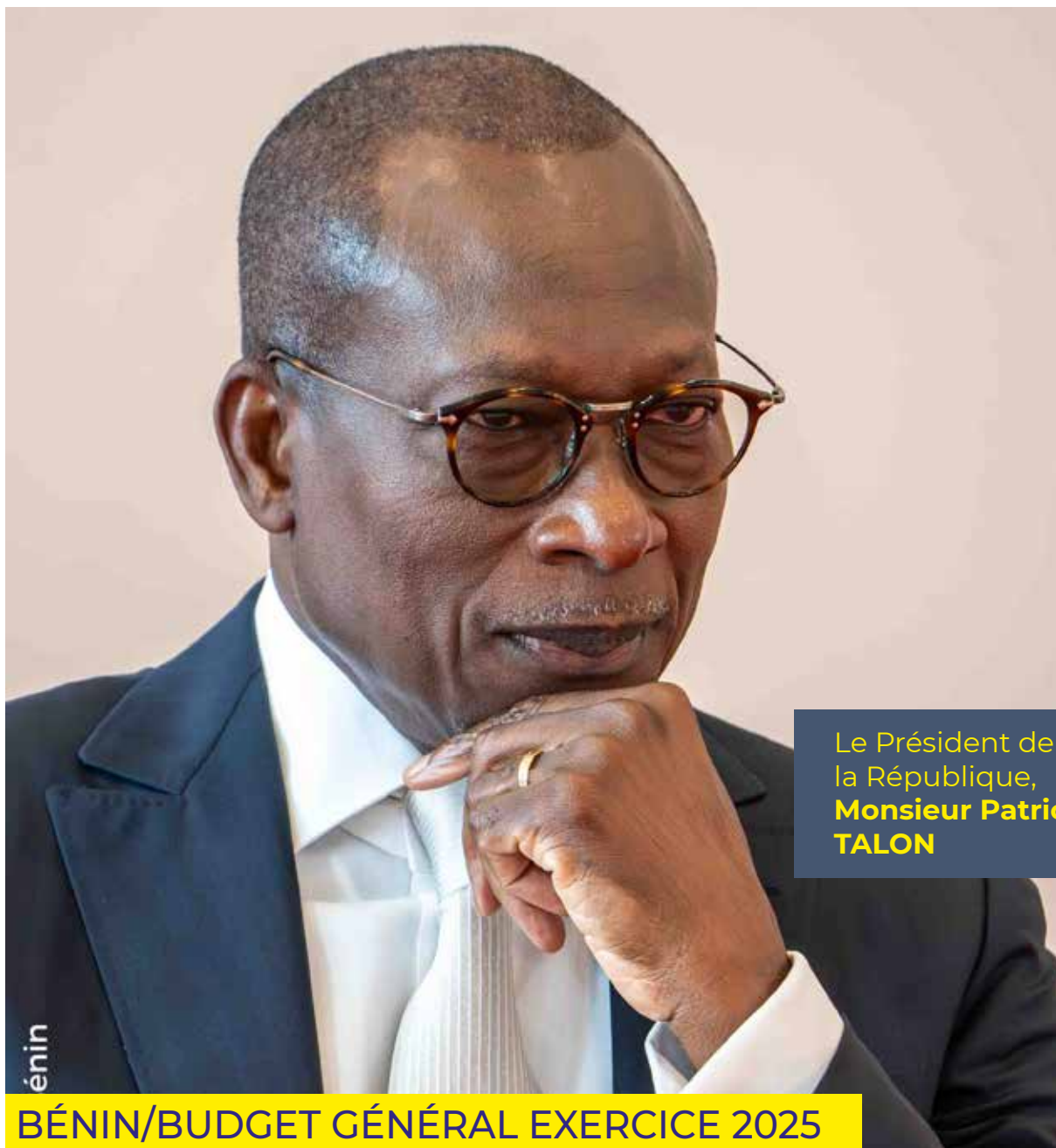
L'Autre Afrique

**Maquette et mise en page**

+229 97 581 067

[www.lautre-afrique.com](http://www.lautre-afrique.com)

[www.lautre-afrique.com](http://www.lautre-afrique.com)



Le Président de  
la République,  
**Monsieur Patrice  
TALON**

**BÉNIN/BUDGET GÉNÉRAL EXERCICE 2025**

# **Pas de nouvel impôt ni de nouvelle taxe**

Zéro nouvel impôt, zéro nouvelle taxe à l'horizon 2025. C'est ce qu'il faut retenir du budget général exercice 2025 transmis à la représentation nationale pour études et approbation à la suite du Conseil des ministres en date du mercredi 18 septembre 2024.

**P**lus de 3.551 milliards de FCFA de dépenses ont été envisagés en 2025 pour le Budget général de l'Etat. Ainsi en a décidé le gouvernement. Le document a été autorisé en Conseil des ministres le mercredi 19 septembre dernier. Une lecture sommaire de ce document permet déjà de dégager deux aspects essentiels dans ce projet de Loi de finances. Il s'agit de l'absence quasi-total d'impôts nouveaux et de taxes nouvelles pour les béninois en 2025. « Cet effort traduit l'engagement du gouvernement d'assurer une bonne stabilité et une prévisibilité des normes fiscales pour les opérateurs et les investisseurs privés. Dans le même ordre, aucune augmentation des taux des impositions existantes n'a été proposée au rang des nouvelles mesures fiscales et douanières dans le projet de loi », a argué le document transmis à l'Assemblée nationale. Par ailleurs, il faut dire que le gouvernement compte renforcer ses actions en faveur du climat en 2025. En effet, le pays compte poursuivre les actions contre le réchauffement climatique. A cet effet, les moyens alloués à la politique climat se sont inscrits globalement dans une tendance haussière, précise la Direction générale du budget (Dgb). Ainsi, les crédits prévus pour piloter la



stratégie en matière de climat dans les secteurs ciblés passeraient de 550,92 milliards de FCFA en 2024 à plus de 643,78 milliards de FCFA en 2026, soit une hausse de 92,86 milliards de FCFA pour les deux prochaines années.

Ceci témoigne ainsi toute l'attention que l'Etat accorde aux questions des changements climatiques sur le triennal. De façon spécifique, En effet, les dotations inscrites au titre des mesures d'adaptation et d'at-



ténuation suivent la même tendance haussière au cours des trois années en se consolidant en 2025 pour atteindre leur point culminant. Ainsi, en 2025, une ligne budgétaire de 589,41 milliards de FCFA sera mise à la

disposition de 7 ministères dont les principaux sont le Ministère du Cadre de Vie et des Transports, 246,57 milliards de FCFA ; le Ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines, 134,67 milliards de FCFA ; le Ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, 96,21 milliards de FCFA et le ministère de l'agriculture de l'élevage et de la pêche, 84,84 milliards de FCFA. La réduction des inégalités liées aux genres, la promotion de l'emploi, la déconcentration et la décentralisation sont également des actions prioritaires dans cette loi de finances, a dit le gouvernement. Pour ce budget 2025 équilibré en recette et en dépense, le gouvernement consacre une partie importante au social. Plus de 1.101 milliards de FCFA iront aux dépenses socioéconomiques des béninois. Il s'agit entre autres de la « mise en service de plusieurs systèmes d'alimentation en eau potable multi-villages et leur raccordement aux ménages, l'extension du réseau de distribution de l'énergie électrique et l'acquisition des compteurs à moindre coût ». Par ailleurs, le gouvernement compte monter en puissance ses projets de filets sociaux pour le bonheur des populations démunies. Le projet Gbessokè, le micro-crédit Alafia, le projet d'alimentation scolaire dont la couverture passera à 100% en zone rurale et l'expérimenta-

tion d'un nouveau projet de supplément de nutrition de mille jours seront des actions visibles en 2025. Le volet sanitaire et les élections de 2026 ne seront pas du reste dans cette loi de finances. En effet, si les projets sociaux sont montés en flèche ces dix dernières années au Bénin, il faut préciser que c'est l'avant-dernière projet de loi de finances de la Rupture que le gouvernement est ainsi en train d'acheminer vers l'Assemblée nationale. Dès janvier 2025, le Bénin va ainsi entrer dans la ferveur des élections, communale, législatives et surtout présidentielle de 2026. A cet effet, le gouvernement affiche sa volonté d'assurer une alternance du système démocratique en 2025. Sans pour autant entrer dans les détails de cette organisation, la Loi de finances 2025 affiche les grandes lignes de ces élections. Enfin, le Bénin compte poursuivre sa politique de résilience aux différents chocs exogène à travers certaines dispositions de sa loi de finances 2025, rassure le document transmis à l'Assemblée nationale. Le pays compte ainsi poursuivre et consolider les leviers de sa transformation structurelle et offrir une meilleure redistribution des fruits de la croissance de son économie pour plus d'équité et de justice sociale.



# GLO-DJIGBÉ INDUSTRIAL ZONE ZÈ-BÉNIN (GDIZ)

—  
ACCÉLÉRATEUR DE TRANSFORMATION







SANTÉ ET LONGÉVITÉ

# Comment vivre longtemps en bonne santé?

Investir pour garantir une longévité en bonne santé pourrait sauver 150 millions de personnes. En 2050, une personne sur trois aura plus de 60 ans. Selon un nouveau rapport de la Banque mondiale, les pays en développement pourraient sauver 150 millions de vies humaines et en prolonger des millions d'autres s'ils agissaient vigoureusement en faveur d'une longévité en bonne santé. Les économies réalisées sur les coûts des soins de santé, des modes de vie plus sains, l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre et la réduction des dépenses pu-

bliques consacrées aux services sociaux généreraient également d'immenses bénéfices économiques. Le rapport intitulé Libérer le pouvoir d'une longévité alliée à une bonne santé : évolution démographique, maladies non transmissibles et capital humain (a) présente les stratégies que les pouvoirs publics peuvent mettre en œuvre pour améliorer la santé, réduire la pauvreté, remédier aux inégalités entre les sexes et accroître la productivité dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Le rapport définit la « longévité alliée à une bonne santé » comme le bon

fonctionnement physique, cognitif et social d'un individu tout au long de sa vie. Les maladies non transmissibles (MNT), comme le diabète, les affections respiratoires, les pathologies cardiaques ou les cancers, sont déjà responsables de plus de 70 % des décès dans les pays à revenu faible et intermédiaire, où elles constituent aussi un facteur important de morbidité et d'invalidité. Elles se conjuguent aussi aux problèmes posés par le stress climatique et la vulnérabilité aux pandémies. Les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables sont les plus expo-



sées aux MNT en raison de taux plus élevés de tabagisme, de consommation d'alcool et d'obésité. Elles sont aussi confrontées à des soins de moindre qualité, et sont également les moins en mesure de payer les frais de traitement et de faire face à une perte de revenus. « Les maladies non transmissibles enferment les individus dans la pauvreté, en détériorant les perspectives et la qualité de vie des générations actuelles et futures, souligne Mamta Murthi, à la tête de la vice-présidence Population de la Banque mondiale. Pour réduire la charge de morbidité et favoriser un allongement de la vie en bonne santé, nous encourageons les pays à considérer des approches qui ne se limitent pas aux soins mais passent aussi par la nutrition infantile, l'éducation et la protection financière des plus pauvres. Agir maintenant pour une

longévité allée à une bonne santé peut façonner un avenir plus sain, plus équitable et plus productif. » Le rapport décrit les mesures qui peuvent réduire le risque de maladies non transmissibles, notamment l'intégration de services cliniques relativement peu coûteux et de soins de longue durée dans les systèmes de santé primaire et l'introduction de taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées afin de mobiliser des recettes supplémentaires et d'encourager des comportements sains. Il est également important d'envisager des dispositifs de protection sociale innovants pour les personnes évoluant dans l'économie informelle, afin de les aider à faire face à des dépenses de santé essentielles et de vieillir dans la dignité. « Fondée sur des données factuelles, cette approche alliant longévité et bonne santé vise à aider les pays à

déterminer, prioriser et chiffrer les actions à mener pour sauver et prolonger des vies, explique Juan Pablo Uribe, qui dirige le pôle Santé de la Banque mondiale. Nous sommes prêts à soutenir les pays dans cette démarche en leur apportant connaissances et financements. » L'enjeu de ces interventions est aussi de favoriser une plus grande équité entre les sexes. Car si les femmes vivent généralement plus longtemps que les hommes, elles connaissent des périodes de maladie et d'invalidité plus longues et disposent de moins de ressources pour affronter ces difficultés. Les charges familiales qui leur incombent restreignent en outre leurs perspectives d'emploi et peuvent nuire à leur propre bien-être. En développant d'autres options de soins, comme la prise en charge des soins par la communauté, les pays pourront à la fois davantage maîtriser les coûts, respecter la dignité des personnes et aider les femmes à rester sur le marché du travail. En avril 2024, le Groupe de la Banque mondiale a annoncé son objectif de fournir de meilleurs services de santé à 1,5 milliard de personnes d'ici 2030. En promouvant le déploiement à grande échelle d'interventions à fort impact et une meilleure protection financière des populations pauvres et âgées, ses travaux en faveur d'une longévité en bonne santé sont essentiels pour mener à bien cet objectif.



« MISSION 300 »

# Fournir de l'électricité à 300 millions d'africains d'ici 2030

**L**es Africains, qui représenteront bientôt la population active la plus nombreuse au monde, ont l'occasion de faire de leur région une puissance économique mondiale, à condition qu'ils disposent d'une énergie moderne. Actuellement, environ 600 millions d'habitants

de cette région n'ont pas d'électricité, ce qui les contraint à recourir au bois de chauffage et au charbon de bois ou à des générateurs coûteux et polluants pour cuisiner, se chauffer et s'éclairer, dans les logements et les entreprises. Aussi, que ce soit au moyen du raccordement au réseau ou de systèmes

d'énergies renouvelables décentralisés (comme les mini-réseaux alimentés par des panneaux photovoltaïques et les installations solaires autonomes), permettre à davantage d'Africains d'accéder à l'électricité pourrait transformer le quotidien des individus, sauvegarder les forêts et dynamiser tous les pans de l'économie



régionale. C'est pourquoi, lors de ses Réunions de printemps 2024, le Groupe de la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD) ont lancé un projet ambitieux destiné à raccorder au moins 300 millions de personnes à l'électricité en Afrique d'ici 2030. Cette initiative, appelée « Mission 300 », suscite aujourd'hui l'enthousiasme des partenaires du développement et crée une véritable dynamique, en Afrique et au-delà. Voici les cinq actions sur lesquelles repose cette entreprise audacieuse :

1. Il est essentiel d'accélérer l'accès à une énergie moderne. L'Afrique abrite près de 83 % de la popu-

lation mondiale non électrifiée. Le déficit d'énergie abordable, fiable et durable freine l'élan des individus et des entreprises. Pour placer les Africains sur la voie de la prospérité, le rythme de l'électrification doit être multiplié par trois. La généralisation de l'électricité renforcerait également l'adaptation et la résilience de la région face au changement climatique, en améliorant le fonctionnement des services d'urgence essentiels, tels que les hôpitaux et les abris, et en favorisant une agriculture résiliente aux aléas du climat grâce à des systèmes solaires d'irrigation, à la réfrigération et à des installations de transformation des aliments.

2. Une dynamique déjà en marche. Dans le cadre de l'initiative, le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à raccorder 250 millions de personnes à l'électricité, tandis que la BAD en fera de même pour 50 millions de personnes supplémentaires. Les investissements du Groupe de la Banque mondiale donnent déjà l'impulsion nécessaire pour atteindre l'objectif de la Mission 300. En Afrique de l'Est et australe, par exemple, le programme ASCENT (a), axé sur l'accès à une énergie propre et durable, a pour but de connecter 100 millions de personnes dans 20 pays. Il a déjà démarré au Burundi, au Rwanda,



à Sao Tomé-et-Principe, en Somalie et en Tanzanie, et d'autres pays sont impatients de se joindre à cette première vague. En Afrique de l'Ouest et centrale, le projet DARES (a), centré sur le développement de systèmes décentralisés d'énergie renouvelable, bénéficiera à plus de 17,5 millions de Nigériens, soit 20 % de la population actuellement non desservie du pays, tout en remplaçant plus de 250 000 générateurs diesel polluants et coûteux. Le nouveau projet régional RESPITE (a), qui couvre le Libéria, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo, vise aussi à améliorer l'accès à l'électricité de millions de consommateurs en renforçant les capacités de production d'énergies renouvelables connectées au réseau, les interconnexions et le transport d'électricité dans la région. En outre, les efforts déployés pour soutenir la coopération régionale par l'intermédiaire de programmes d'appui au Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain (EEEOA) permettent de fournir une électricité moins chère et plus fiable à 14 pays de la sous-région.

3. Le rôle du secteur privé est primordial pour combler les déficits de financement. Même si les

estimations varient, il est évident que l'électrification de l'Afrique nécessitera un financement beaucoup plus important que ce que les banques de développement peuvent fournir à elles seules. Par conséquent, l'investissement massif du secteur privé est crucial pour atteindre les objectifs de la Mission 300. Les entreprises doivent s'engager et augmenter les investissements dans le transport, la distribution et le commerce transfrontalier de l'énergie. Au sein du Groupe de la Banque mondiale, la Société financière internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) travaillent ensemble pour offrir de meilleures incitations et garanties aux entreprises opérant dans ce domaine.

4. Les partenaires régionaux sont la clé de notre succès. Outre son partenariat avec la BAD, la Mission 300 s'appuie sur des relations solides entretenues avec les institutions régionales. Par exemple, nous coopérons avec le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) qui regroupe 21 États, afin de créer une plateforme régionale de type « guichet unique ». Cette plateforme permettra aux pays participant au programme

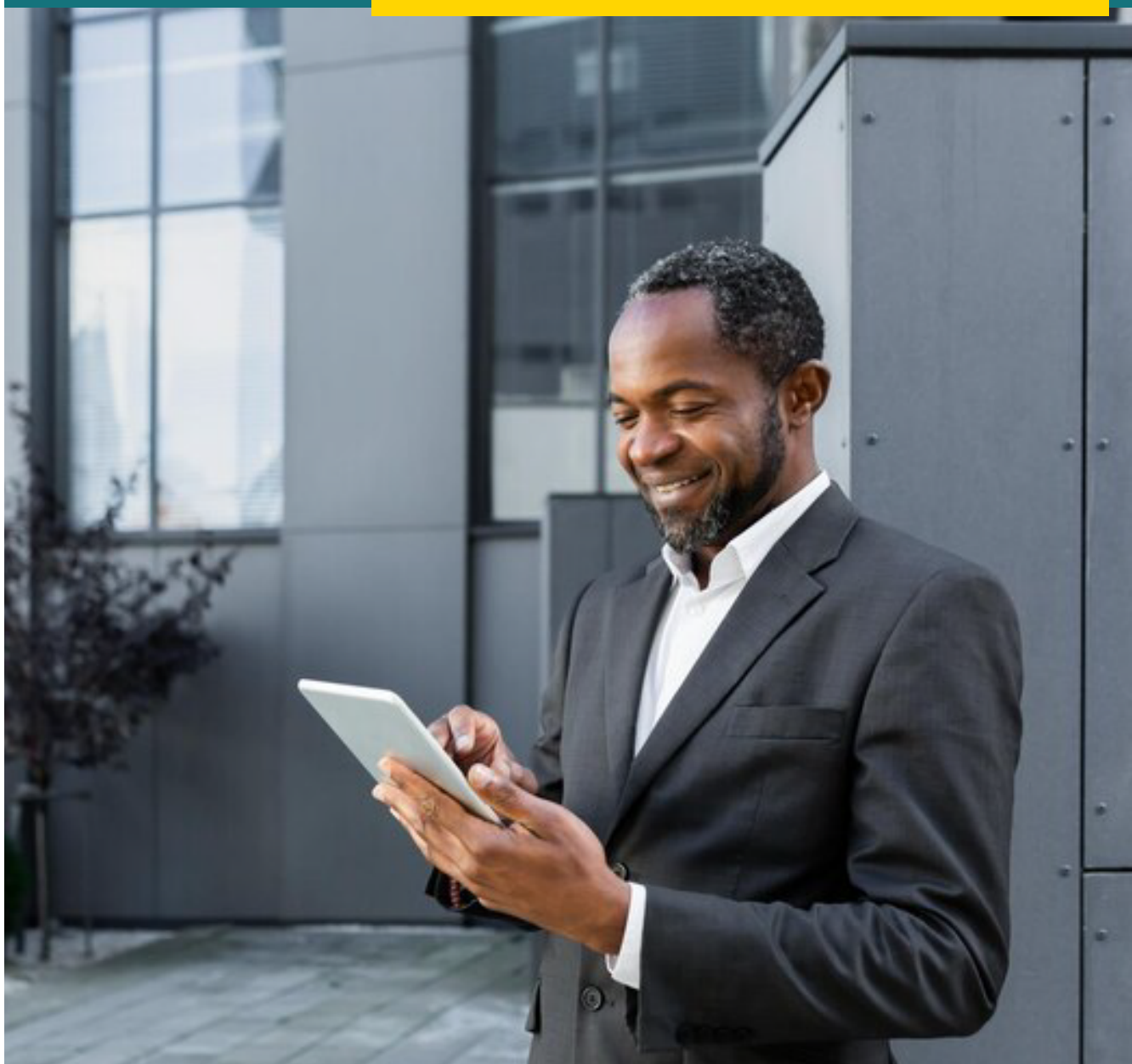
ASCENT d'accéder à l'assistance technique, au renforcement des capacités, à la mobilisation agréée des financements, à la rationalisation des marchés publics, au partage des connaissances et à la collaboration. Elle aidera également à préparer les projets pour qu'ils soient recevables par les banques et les investisseurs.

5. Les organisations philanthropiques s'engagent en faveur de la Mission 300. Des partenaires tels que la Fondation Rockefeller, l'Alliance mondiale pour l'énergie au service des populations et de la planète et l'initiative « Énergie durable pour tous » des Nations Unies mobilisent des fonds publics et privés pour accroître et compléter les ressources du Groupe de la Banque mondiale et de la BAD. Ce sujet fera l'objet de discussions approfondies en marge de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette dynamique est bienvenue, car chaque étape qui nous rapproche de la réalisation de la Mission 300 contribue également à celle de la mission plus large de la Banque mondiale : mettre fin à l'extrême pauvreté et favoriser une prospérité partagée sur une planète vivable.

**Source : BM**

# SOCIÉTÉS RELEVANT D'UN CIPE À COTONOU PAYEZ VOS IMPÔTS EN UN CLIC VIA

**E-SERVICES.IMPOTS.BJ**



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



**133**



Direction Générale  
des Impôts du Bénin



[www.impots.bj](http://www.impots.bj)

# **Des services fiscaux en ligne aux micros et petites entreprises de Cotonou disponibles**

Le grand chantier de dématérialisation entamé au Bénin suit son cours. En effet, à travers la Direction Générale des Impôts (DGI), le gouvernement du Bénin opère de grandes réformes de dématérialisation au profit des contribuables. Ainsi, à l'instar des grandes et moyennes entreprises qui déclarent et paient leurs impôts en ligne depuis 2018, les micros et petites entreprises ainsi les propriétaires de biens fonciers dans la ville de Cotonou sont désormais invités à s'acquitter de leurs obligations fiscales en ligne, via la plateforme « [e-services.impots.bj](http://e-services.impots.bj) ». Il s'agit du lancement des services fiscaux en ligne dans les Centres des impôts des petites entreprises (CIPE) au profit des petites entreprises mais aussi des propriétaires des biens fonciers de la ville de Cotonou.

## PROCÉDURE DE DÉCLARATION ET DE PAIEMENT DES IMPÔTS EN LIGNE

(Valable uniquement pour les sociétés  
relevant des CIPE de Cotonou)

- PRÉREQUIS :** Disposer d'un smartphone, d'une tablette ou d'un ordinateur.
- » se rendre sur [e-services.impots.bj](https://e-services.impots.bj) et se connecter à l'espace
  - » cliquer sur l'onglet «**télédéclaration**» en haut et à gauche de votre écran
  - » cliquer sur «**Déclarations obligatoires à effectuer**»
  - » choisir la nature d'impôt voulue, puis initier votre déclaration en cliquant sur «**démarrer la déclaration**»
  - » sur la page de présentation, cliquer sur le bouton «**étape suivante**» pour afficher la page de saisie de la déclaration
  - » remplir le formulaire de déclaration puis joindre les pièces justificatives ainsi que les annexes EDI
  - » vérifier les informations renseignées sur la page de prévisualisation, puis transmettre la déclaration
- ATTENTION :** Une fois votre déclaration soumise, vous pouvez cliquer sur le bouton «**Payer ma déclaration**» pour payer les droits liés à votre déclaration.



Direction Générale  
des Impôts du Bénin | [www.impots.bj](https://www.impots.bj)

## PROCÉDURE DE PAIEMENT DES IMPÔTS FONCIERS EN LIGNE

(Valable uniquement pour les CIPE de Cotonou)

- PRÉREQUIS :** Disposer d'un smartphone, d'une tablette ou d'un ordinateur.
- » avoir un **IFU** ou s'immatriculer en ligne sur [e-services.impots.bj](https://e-services.impots.bj) en cliquant sur le bouton «**Immatriculer un citoyen béninois ou étranger**»
  - » se rendre sur [e-services.impots.bj](https://e-services.impots.bj)
  - » procéder à l'adhésion en cliquant sur le bouton «**Adhérer à e-services Particuliers**» (utiliser à ce niveau l'adresse e-mail fournie lors du processus d'immatriculation)
  - » saisir votre Numéro Contribuable (**NC**), votre CIPE, votre commune et l'année
  - » consulter la liste de vos impôts fonciers puis effectuer leur paiement par ePayment ou Mobile Money
  - » télécharger votre quittance sur la plateforme
- ATTENTION :** Les contribuables qui le désirent peuvent se rendre dans leur Centre des impôts, munis de leur IFU pour se faire assister.



Direction Générale  
des Impôts du Bénin | [www.impots.bj](https://www.impots.bj)

## PROCÉDURE DE DÉCLARATION ET DE PAIEMENT DE LA TPS EN LIGNE

(Valable uniquement pour les CIPE de Cotonou)

- PRÉREQUIS :** Disposer d'un smartphone, d'une tablette ou d'un ordinateur.
- » se rendre sur [e-services.impots.bj](https://e-services.impots.bj) et se connecter à l'espace
  - » cliquer sur l'onglet «**télédéclaration**» en haut et à gauche de votre écran
  - » cliquer sur «**déclarations libres**»
  - » renseigner les champs «**exercices**», «**période**» et «**commune**», puis cliquer sur le bouton «**Valider**»
  - » sur la page de présentation, cliquer sur le bouton «**étape suivante**» pour afficher la page de saisie de la déclaration
  - » remplir le formulaire de déclaration puis joindre les pièces justificatives au besoin
  - » vérifier les informations renseignées sur la page de prévisualisation, puis transmettre la déclaration
- ATTENTION :** Une fois votre déclaration soumise, vous pouvez cliquer sur le bouton «**Payer ma déclaration**» pour payer les droits liés à votre déclaration.



Direction Générale  
des Impôts du Bénin | [www.impots.bj](https://www.impots.bj)

## ENTREPRISES RELEVANT D'UN CIPE À COTONOU PAYEZ FACILEMENT VOTRE TPS SUR

**E-SERVICES.IMPOTS.BJ**



Direction Générale  
des Impôts du Bénin | [www.impots.bj](https://www.impots.bj)





Quand l'Afrique s'éveillera...



CHRONIQUE

POLITIQUE

CHRONIQUE

ANALYSES

ECONOMIE

INTERNATIONAL

MAGAZINE

AFRIQUE



# La BIIC classée 6<sup>ème</sup> Champion de la Finance en 2024

Le Groupe Jeune Afrique a publié le classement 2024 des champions africains de la finance, mettant en lumière les grandes disparités de performance des groupes bancaires du continent. Dans l'espace UEMOA, la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce (BIIC) est identifiée comme un acteur important du secteur bancaire, confirmant son leadership.

**E**n tant qu'entité nationale (banque opérant dans un seul pays), la BIIC, seule banque à capitaux 100% béninois, se classe 6ème dans l'UEMOA. Ce positionnement témoigne de sa solidité et de sa compétitivité face aux filiales des groupes internationaux. Parmi ces dernières, on trouve Ecobank Guinée (63ème), UBA Bénin (85ème), Ecobank Mali (92ème), UBA Burkina Faso (95ème) et UBA Côte d'Ivoire (112ème).

Au niveau africain, la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce est classée 125ème, un rang qui exprime son potentiel à concurrencer les groupes bancaires opérant à l'échelle continentale.

En effet, pour classer les entités nationales, les indicateurs de performance retenus ont été très rigoureux. Ainsi, la BIIC, première banque du Bénin selon les agrégats de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (APBEF), a été évaluée sur :

- Indice JA : Une mesure globale de la compétitivité des institutions bancaires.
- Indice de rentabilité : Qui évalue la capacité des banques à générer des profits.
- Indice de solvabilité : Un critère crucial pour juger de la robustesse financière de l'institution.
- Indice de qualité des actifs : Indicateur de la gestion des risques liés aux prêts et investissements.
- Indice de liquidité : Qui

reflète la capacité de la banque à répondre à ses obligations de paiement. Le total bilan de la BIIC, les ressources collectées auprès de sa clientèle, les encours de crédits et les titres détenus en portefeuille témoignent de la performance financière de la BIIC et de sa résilience face aux défis du marché. Il est important de souligner que l'évaluation des entités nationales suit une méthodologie quasiment identique à celle des groupes bancaires, à la différence près que, pour les entités nationales opérant uniquement dans leur pays respectif, l'indicateur relatif à la proportion d'actifs situés hors du pays d'origine n'est pas pris en compte.

L'ascension d'un acteur majeur du secteur bancaire Fondée en 2020, la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce est le fruit d'un partenariat entre l'État béninois (51,26%), la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (45,34%) et le Port Autonome de Cotonou (3,39%). Avec un capital social de 82,514 milliards FCFA au 30 juin 2024, la BIIC, qui affiche un total bilan de 1 411,123 milliards FCFA (PDM : 22%), dispose de 889,307 milliards FCFA de ressources (PDM : 21%) et 739,428 milliards FCFA (PDM : 23%) d'emplois, dont 600,237 milliards FCFA en titres (PDM : 22%). Ses fonds propres s'élèvent à 107,928 milliards FCFA. Ce classement renforce la position de la BIIC en tant qu'acteur majeur des éco-

nomies béninoise et régionale en pleine transformation. Véritable partenaire financier à l'écoute des acteurs productifs du marché, son leadership réside dans sa capacité à allier innovation, flexibilité et qualité de service selon les standards internationaux. La BIIC est guidée par trois valeurs fondamentales : agilité, passion et intégrité.

Avec un réseau de quinze agences couvrant l'ensemble du territoire national, la BIIC propose une gamme de produits de financement, notamment des Product Programs destinés aux PME/PMI opérant dans divers secteurs d'activités. Elle se distingue dans le financement des acteurs du BTP, des services, du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, offrant des taux très compétitifs. La BIIC soutient sa clientèle à travers des cautions de soumission, des avances sur marchés, des avances sur factures et décomptes certifiés, l'escompte de chèques du Trésor public, l'affacturage, le financement de fonds de roulement, le renforcement des stocks, et le financement d'équipements et d'investissements. Les garanties exigées incluent le nantissement, la domiciliation de marché, la couverture par un fonds ou une assurance, ainsi que la prise d'hypothèque.



GDIZ AU BÉNIN

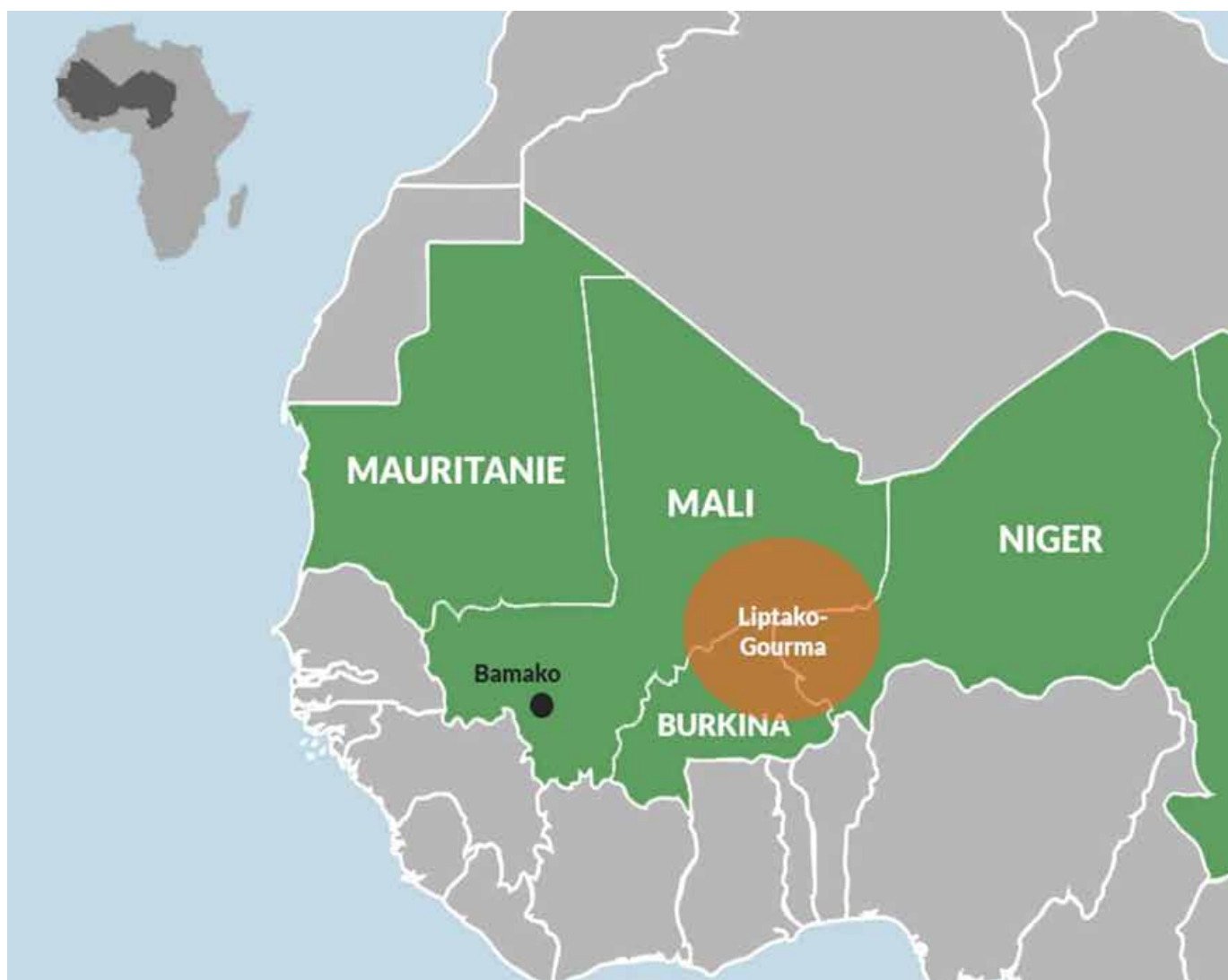
# L'ancien président Nicéphore Soglo admiratif du développement de la zone



L'ancien président de la République, Nicéphore Dieudonné Soglo a visité le mardi 03 septembre 2024 la Zone Industrielle de Glo- Djigbé (GDIZ). Accompagné des membres de son cabinet, il a été accueilli par le Directeur Général de la Sipi-Bénin SA, Létondji Béhéton qui a d'abord présenté à son hôte le projet. On retient des explications du directeur général de la Sipi-Bénin que la première phase du projet a été déroulé sur une superficie de 400 Ha. Cette zone qui s'étend sur une superficie de 1640 ha. Après la présentation du projet, le Directeur général Létondji Béhéton a fait découvrir à

ses visiteurs les merveilles de la Zone économique spéciale de Glo-Djigbé. Au cours de sa visite, le premier président de l'ère du Renouveau démocratique a pu constater avec satisfaction et fierté, le processus d'industrialisation amorcé depuis quelques années au Bénin. « Vous êtes les membres les plus engagés du pays. Ce ne sont pas de mots, c'est la joie que vous m'avez procurée. Je remercie du fond du cœur tous ceux qui ont contribué à cet avancement. Je ne pouvais imaginer que de telles réalisations se passaient dans mon pays » a-t-il laissé entendre. Il est à savoir qu'au total, 12 unités de production sont déjà opéra-

tionnelles notamment 02 unités de production textile, 05 unités de transformation de la noix de cajou, 02 unités de transformation du Soja-Bio & conventionnel pour une capacité de transformation de 260.000 tonnes de Soja. Également, cette zone économique spéciale de Glo-Djigbé a enregistré 36 investisseurs avec la création de plusieurs milliers d'emplois. Rappelons que c'est la première visite qu'effectue un ancien président de la République béninois au sein de cette zone.  
Par Roland Affanou

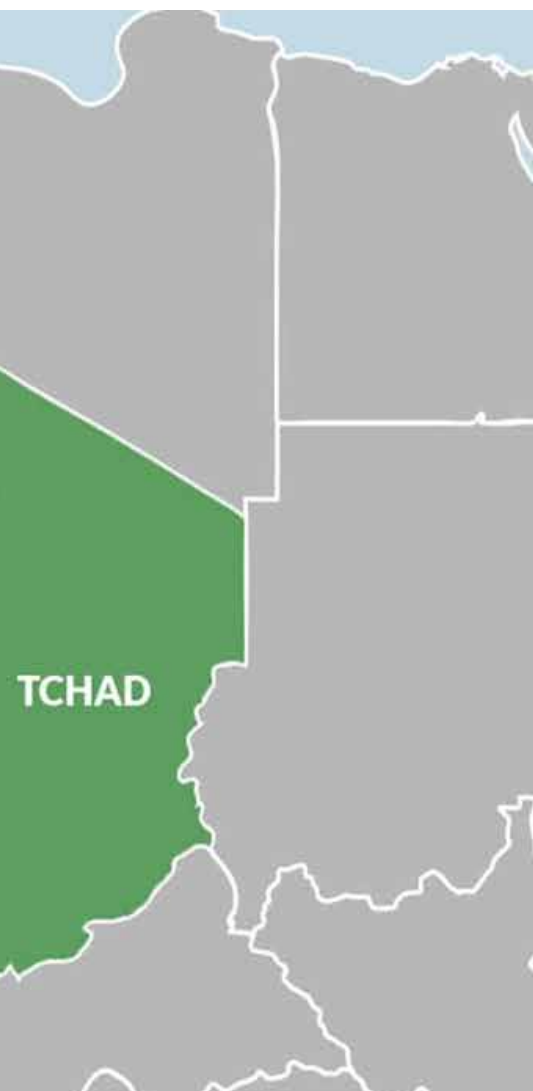


LE LIPTAKO GOURMA

# Une poudrière au cœur du Sahel ?

Par Nesserine Dek

Dans quelles mesures l'instabilité politico-économique de la région frontalière comprenant le Mali, le Burkina Faso et le Niger a-t-elle favorisé la montée du terrorisme au Liptako Gourma, entraînant une crise humanitaire dans la région et amenant au déploiement de la coopération régionale et internationale ?



## Le Liptako Gourma: une région transfrontalière marquée par de multiples crises complexes propre au Sahel

Dans la nuit du 30 au 31 décembre 2022, les corps de 28 personnes ont été découverts près de Nouna au sud-ouest du Liptako Gourma, zone frontalière du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Selon des habitants locaux, ces assassinats auraient été perpétrés par des Volontaires pour la Défense de la Patrie, un groupe armé qui a offi-

ciellement le rôle de veiller à la sécurité locale des villages au Burkina Faso. Vendredi dernier, Volker Türk, haut-commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme a appelé le pouvoir burkinabé à enquêter sur ces meurtres de manière "impartiale et transparente" afin de "demander des comptes à tous les responsables, quel que soit leur poste ou leur rang" et à faire cesser les abus de la part de forces armées dans la région déjà embourbée dans une situation sécuritaire complexe.

Ces règlements de comptes s'inscrivent dans un contexte plus large de prolifération du terrorisme dans la région après la crise malienne de 2011 et amplifiée par l'instabilité politique du Burkina Faso. La zone des trois frontières, entre le Mali, Burkina Faso et le Niger, qu'on appelle le Liptako-Gourma cristallise les tensions sécuritaires mais aussi humanitaires que le désordre engendre. Différents mouvements terroristes prolifèrent dans la région et les attaques se multiplient provoquant une vague de violences intercommunautaires. La dégradation de la situation sécuritaire, tant due aux attaques terroristes qu'aux abus des forces armées et des groupes d'autodéfense locaux, entraîne le développement d'une crise humanitaire sans précédent. Pour pallier cette situation, des camps d'urgence sont créés mais avec des moyens souvent insuffisants face à l'ampleur de la crise. Les crises sécuritaire et humanitaire atteignent des proportions telles que des coopérations régionales et internationales sont mises en place pour lutter contre ces drames à répétition. Il serait intéressant de se demander dans quelles mesures l'instabilité politico-économique de la région Mali

- Burkina Faso - Niger, a-t-elle favorisé la montée du terrorisme au Liptako-Gourma, entraînant une crise humanitaire dans la région et amenant au déploiement de coopérations régionales et internationales.

## L'instabilité politico-économique du Liptako-Gourma: un enjeu majeur entraînant une dégradation de la situation sécuritaire

### L'essor du terrorisme : des Etats centralisés marginalisant les régions rurales, zones propices au terrorisme

La montée du terrorisme dans la région est due à une instabilité politique régionale assez forte. Le Mali connaît en 2012 une crise multiple, puisque l'Etat doit faire face à des révoltes Touaregs mais aussi à la menace islamiste d'AQMI, (AQ Maghreb islamique) venu du Nord. De son côté, le Burkina Faso connaît en 2014 une vague massive de manifestations populaires qui mène à la démission de Blaise Compaoré au pouvoir 27 ans, suivie de plusieurs coups d'Etat. A ce contexte d'instabilité s'ajoute la circulation d'un immense nombre d'armes dans toute la région sahélienne en provenance de Libye après que la chute de Kadhafi en 2011 ait provoqué le développement d'un vaste réseau de trafic. Ce trafic profite énormément à AQMI et à d'autres groupes terroristes qui se développent dans le Sahel.

De plus, le Mali, le Burkina Faso et le Niger sont des États centralisés, ce qui aboutit à une marginalisation des régions rurales et excentrées dont le Liptako Gourma fait partie. L'instabilité sécu

ritaire propre à la région relève également de problèmes administratifs, eux-mêmes hérités du découpage territorial, de ce qu'on l'on appelle la « zone des trois frontières », à l'issue de la colonisation française. S'ajoute à cela le fait qu'à l'origine, ces trois pays sont pauvres en comparaison à d'autres pays du continent. Depuis 1970, il existe une organisation inter-étatique commune aux trois pays qui s'appelle l'Autorité de développement intégré du Liptako Gourma (ALG) et dont la nature consiste à tendre vers une intégration politique régionale. Plus spécifiquement, l'organisation entend mettre en commun des ressources énergétiques, hydrauliques, minières et agraires dans la région du Liptako Gourma.

L'organisation exerce un certain poids dans la mesure où elle agit sur l'ensemble de la région historique du Liptako Gourma, à savoir un territoire de 370 000 kilomètres carrés (c'est-à-dire près de 20% de la surface territoriale des trois Etats) abritant entre 15 et 17 millions d'habitants.

### **La défaillance du pouvoir étatique crée une situation sécuritaire alarmante**

De ce fait, depuis le début des années 2010, on assiste à l'émergence d'un certain terrorisme au sein du Liptako Gourma, qui comme conflit de nature politique, revêt également des critères ethniques et culturels.

Ainsi, des groupes comme l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) ou Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) se développent dans la région. Le Mali est en guerre civile depuis 2012 contre ces groupes terroristes. La région de Tillabéri (à la fois au Niger mais qui recouvre une partie de

Liptako Gourma) est le lieu d'une extrême violence avec plus de 300 habitants tués entre 2019 et 2021.

Selon l'ONG ACLED, qui est spécialisée dans l'analyse des données des conflits, la majorité des attaques qui ont eu lieu dans la région sont perpétrées par l'EIGS. En effet, le groupe terroriste fondé en 2015 s'est implanté dans la région des trois frontières, dans laquelle il se finance et recrute des combattants. Les armées nationales doivent ainsi faire face à une guerre asymétrique : les terroristes mènent des attaques « éclair » à motos à l'encontre de camps isolés ou des soldats sont retranchés. Entre fin 2019 et début 2020, des centaines de soldats ont été tués de cette manière. Certains groupes terroristes se caractérisent par leur dimension ethnique : c'est par exemple le cas d'Ansarul Islam, une organisation principalement active au Mali et au Burkina Faso (où elle possède une base arrière dans la province de Soum), qui recrute majoritairement parmi les populations peules. On peut y voir une volonté des dirigeants terroristes d'instrumentaliser la stigmatisation des Peuls (peuple historiquement nomade) dans la région, afin de les rallier à leur combat. Le Liptako Gourma est également à proximité de la zone d'activité de Boko Haram (moitié nord du Nigeria) et en subit donc des effets périphériques.

### **Une situation sécuritaire qui ne cesse de se dégrader face à une réaction insuffisante des Etats**

Comme expliqué précédemment, la défection des structures étatiques en matière de politique sécuritaire fut les prémices au dé-

veloppement du terrorisme dans la région.

Face à cela, les États concernés ont émis des réactions insuffisantes, en dépit d'une volonté d'apporter des réponses politiques. Les trois pays dont le Liptako gourma fait partie sont membres du G5 Sahel depuis 2014, dont une des missions phares consiste en la lutte commune contre le terrorisme. On retrouve également la Mauritanie et le Tchad au sein de cette organisation qui est tout autant impliquée dans la lutte contre le trafic de drogues, d'armes et de migrants. Pour le G5 Sahel, le Liptako Gourma est considéré comme la zone prioritaire d'intervention. Cependant, en raison de difficultés budgétaires, d'un manque de formation, de moyens et de matériel, l'organisation fait souvent appel à la communauté internationale, témoignant de son inefficacité. Le Mali quitte le G5 Sahel en 2022.

Depuis 2012, on observe une amplification de la crise sécuritaire avec un terrorisme qui était originellement au Mali, mais qui s'est répandu jusqu'au Burkina Faso. A partir de là, l'ALG a renforcé ses prérogatives en matière de défense, là où l'organisation poursuivait principalement des enjeux liés au développement économique. Cependant, l'ALG est assez critiquée pour sa déconnexion avec la réalité des populations et des enjeux locaux. La difficulté des relations entre les différents Etats qui couvrent la région n'aide pas l'intensification de la coopération et la poursuite des projets initiés au cœur du Liptako Gourma.

En effet, les relations diplomatiques entre le Mali et le Niger se sont dégradées depuis quelques



années (notamment sur la question de la présence française au Sahel), ce qui rend la coopération de lutte contre le terrorisme plus compliquée.

Et en parallèle, le Burkina Faso, qui a été considéré comme un relatif pilier de stabilité régional sous la présidence de Blaise Compaoré, traverse des troubles tant sur le plan institutionnel que sécuritaire (depuis le soulèvement populaire de 2014).

La force de frappe des groupes terroristes au Sahel contraint les États africains de la région à améliorer leurs capacités militaires afin d'assurer la situation sécuritaire de leur pays et de protéger des sites stratégiques. Cela a notamment conduit le Burkina Faso, le Mali et le Niger à revoir à la hausse leur budget de défense. Par exemple, entre 2010 et 2020, le Mali a vu ses dépenses militaires être multipliées par 5, passant de 110,8 à 509,6 millions d'euros. Sur la même période, le budget de défense du Niger est passé de 69,1 à 295 millions d'euros, et celui du Burkina Faso, de 105 à 416,3 millions d'euros. Dans les trois cas, le budget de défense dépasse les 8% du budget de l'État.

Cette situation sécuritaire instable, qui représente un frein à tout effort de développement, a donné lieu à une crise humanitaire dans la région.

La dégradation de la situation sécuritaire du Liptako-Gourma, source d'une crise humanitaire

**Une région déjà marquée par une situation environnementale et sanitaire alarmante**

Au sein de cette crise, environ-

nement et conflit sont intrinsèquement liés. En effet la région offre une grande biodiversité largement convoitée en raison de la richesse de ses ressources minières tel que les mines d'or que l'on retrouve près des villes burkinabè Dori et Tougouri qui suscite de nombreuse activité d'orpillage, mais aussi ses ressources agricoles. Entre 2015 et 2016, le Burkina Faso a été le deuxième producteur de coton en Afrique. La région est aussi touchée par le trafic d'ivoire dont souffrent les derniers éléphants de l'Afrique de l'Ouest qui représente un important financement pour le crime organisé. D'un côté donc le Liptako-Gourma un territoire hautement stratégique pour les groupes criminels tandis que de l'autre les pays de la région, gangrenés par les conflits internes ne sont pas en mesure de protéger leur capital naturel.

La dégradation de l'environnement entraîne différents phénomènes qui viennent affaiblir les animaux, le bétail, les cultures et les populations entraînant une grande insécurité alimentaire et donc sanitaire. Les sécheresses à répétition ou encore les inondations sont encouragées par la déforestation, une mauvaise gestion des déchets ou autre créant un climat propice aux épidémies plus particulièrement la méningite, la rougeole et le choléra. L'insécurité alimentaire joue également un rôle important, entre catalyseur et conséquence de cette crise. Elle touche 2,7 millions de personnes en 2020. Sans compter que l'accès aux services de santé est entravé par les contraintes sécuritaires.

Dû à l'instabilité régionale et la situation sanitaire alarmante, la population locale est de plus en plus concernée par l'extrême pauvre-

té. S'ajoute à cela le fait que le Liptako-Gourma est un espace enclavé dans la région du Sahel central à cheval entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, ce qui en fait de facto un territoire fortement propice au terrorisme.

### **Une région de grande insécurité**

Autant d'éléments qui instaurent un climat d'insécurité dans la région dont l'effet le plus visible reste le déplacement des populations. En 2018 on relevait 145 000 déplacements internes dans la région contre 35 000 en 2017. Pendant une visite à Barsalogo, petite ville du centre-nord du Burkina Faso, une région qui accueille 270 000 déplacés et réfugiés, Jan Egeland, secrétaire général du conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) déclarera que « C'est la crise humanitaire qui grossit le plus vite au monde ». Les populations déplacées, qui regroupent de nombreux enfants sont particulièrement vulnérables face aux aléas naturels mais font aussi des proies faciles face aux attaques. Sans compter que ces groupes qui fuient les violences djihadistes voient se multiplier les conflits au sein même de leur communauté motivés par une compétition autour de l'accès aux ressources.

### **Les camps comme concrétisation de ces problématiques**

Les camps d'urgence montés pour répondre à cette crise cristallisent les dilemmes évoqués jusque-là, à la fois sécuritaires, sanitaires et environnementaux. Suite aux déplacements des populations, la région a, en effet, vu proliférer une multitude de camps de réfugiés tel que les camps Barsalo

gho, Foulbé, Kelbo, tous les trois situés au Burkina Faso. Mais la migration est telle que les camps sont souvent surpeuplés ce qui les rend non viable. Il y est très difficile d'avoir accès aux services de base tels que la santé, l'éducation, l'eau potable. Ce climat d'insalubrité favorise l'émergence de maladie et exacerbe les tensions déjà existantes entre les différentes ethnies qui sont contraintes de cohabiter. A retenir que les enfants et les femmes sont les premières victimes des violences au sein des camps. Le peu de protection dont bénéficient les camps représente également une véritable aubaine pour les trafics de migrants et les attaques externes. En 2017 un groupe non identifié a attaqué le camp de Mentao au Burkina Faso ce qui a donné suite à la fermeture de l'école et de l'infirmierie. L'instabilité régionale et la création de camps de réfugiés a entraîné l'intervention de plusieurs acteurs internationaux, militaires et humanitaires.

## L'intervention de la coopération internationale dans l'aide humanitaire et la lutte antiterroriste

### L'aide humanitaire internationale onusienne et non gouvernementale

La région du Liptako Gourma est de plus en plus confrontée à une insécurité grandissante qui affecte la vie des populations qui y vivent. Dans le but de répondre à cette situation sécuritaire désastreuse et relancer le développement de cette zone, plusieurs mécanismes et interventions humanitaires ont été mis en œuvre aussi bien par des acteurs internationaux que régionaux regroupant

les trois (03) pays concernés que sont le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Au vu des différentes organisations internationales et non gouvernementales intervenant dans cette Zone, notons la FAO, le PNUD, l'ALG.

■ La FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) a mis en œuvre un plan de réponse régional aux besoins humanitaires de la région du Liptako Gourma. Cette initiative s'est échelonnée sur une durée de 12 mois à partir du mois d'avril 2021 avec un budget de 62 millions de dollars répartis entre les pays concernés. L'objectif de ce projet est de lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience des moyens d'existence des communautés vulnérables. L'exécution des activités de la FAO dans la région vient en appui aux différentes entités nationales et décentralisées de ces trois pays qui sont à cheval et de leurs partenaires respectifs à l'instar du Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, le G5-Sahel, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) qui garantit l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes dans la région.

■ Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) a initié en 2019 le projet sous régional du commerce transfrontalier pour la consolidation de la paix dans le Liptako Gourma. Avec un budget de 12 millions de dollars, ce projet vise le redressement économique, la résilience et les dividendes de la paix dans la région du Liptako-Gourma tout en renforçant l'accroissement des échanges transfrontaliers, la

sécurité alimentaire et une augmentation des opportunités de revenus des femmes et des jeunes qui sont de plus en plus confrontés à la radicalisation des groupes terroristes. A ce jour, plusieurs objectifs sont atteints notamment la mise en place de trois banques d'aliments bétail, la formation de 40 membres des chambres d'agriculture de Ménaka et Anderamboukane au Mali. Ce projet mis en exécution par le PNUD est toujours en cours et prendra fin en décembre 2025.

■ L'ALG (Autorité de développement intégré des Etats du Liptako-Gourma) est une organisation de coopération en matière de développement qui vise à promouvoir le développement harmonieux et intégré de la région du Liptako-Gourma par la mise en valorisant les ressources minières, énergétiques, hydrauliques, agropastorales et piscicoles de la région.

A cet effet, un programme conjoint entre l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'ALG et l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (SIDA) a été mis en place en 2018 pour renforcer la résilience des communautés vulnérables et difficile à atteindre dans la région du Liptako-Gourma qui fait face à la pauvreté et à la précarité sécuritaire et climatique. Ce programme est mis en œuvre par huit agences des Nations Unies notamment l'UNICEF, le PNUD, l'ONU-FEMMES, le HCDH, l'ONU-DC, l'UNESCO, le BIT et la CEA sous le leadership de l'ALG.

Toutes ces organisations régionales et internationales mettent en relief l'humanitaire et le développement pour instaurer la paix et la croissance économique dans

la région du Liptako-Gourma.

## Les interventions militaires françaises dans la région : opération Serval au Mali puis élargissement régional avec l'opération Barkhan, l'ONU avec MINUSMA et le G5 Sahel

Hormis les interventions humanitaires dans la région du Liptako-Gourma, on recense plusieurs coopérations et interventions militaires dans le but de stabiliser la région et de lutter contre le terrorisme. A titre d'exemple, nous avons :

### ■ L'opération Serval

Face à la montée du terrorisme au Sahel, la France lance l'opération Serval le 11 janvier 2013 grâce à la coopération militaire franco-malienne. Parallèlement, l'Organisation des Nations Unies a créé la Mission intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA).

### ■ L'opération Barkhane

En 2014, l'opération Serval a été remplacée par l'opération Barkhane en partenariat avec les armées des pays de la Bande Sahélo-Saharienne (G5 Sahel) regroupant le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Ce partenariat stratégique vise à lutter contre les Groupes Armés Terroristes (GAT) tout en élargissant l'intervention des forces armées sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne (BSS). L'opération Barkhane a focalisé ses efforts sur la zone du Liptako-Gourma qui est devenue une zone de refuge pour les Groupes Armés Terroristes telles que l'Etat

Islamique dans le Grand Sahara (EIGS), Ansarul Islam ( groupe salafiste djihadiste actif au Burkina faso et au Mali) et le Rassemblement pour la Victoire de l'Islam et des Musulmans (RVIM) affilié à Al-Qaïda qui profitent de l'instabilité de cette région. Cette opération militaire s'est effectuée en étroite collaboration avec les Forces Armées Maliennes (FAMa). Elle s'est manifestée par des actions ponctuelles dans une logique de démantèlement de réseaux ; des opérations de reconnaissance, conduites conjointement avec les FAMa, et dont le but est d'étendre progressivement la zone d'action des forces maliennes et des actions de reconnaissance et de fouille de lieux d'intérêt.

En dehors des actions militaires, plusieurs actions civilo-militaires sont mises en œuvre au profit de la population. Selon le dossier de presse Opération Barkhane réalisé par l'Etat-major des Armées, On note la réalisation de huit (08) projets de première nécessité dans la région du Gourma tels que l'accès à l'eau, l'aide à l'agriculture, l'accès à l'éducation et les infrastructures.

## Les limites de la coopération internationale

Suite à une forte instabilité politique au Burkina-Faso, au Mali et au Niger qui ont en commun la zone du Liptako-Gourma, on enregistre un déclin de la coopération internationale avec certains acteurs internationaux et régionaux. C'est dans cette perspective que l'opération Barkhane a pris fin le 09 Novembre 2022 à la suite de deux coups d'Etat successifs à Bamako. Cette situation déplo-

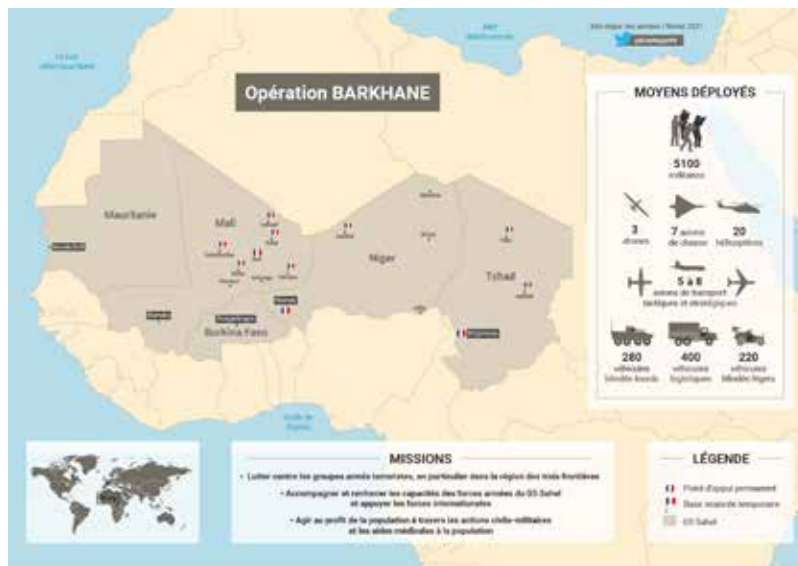
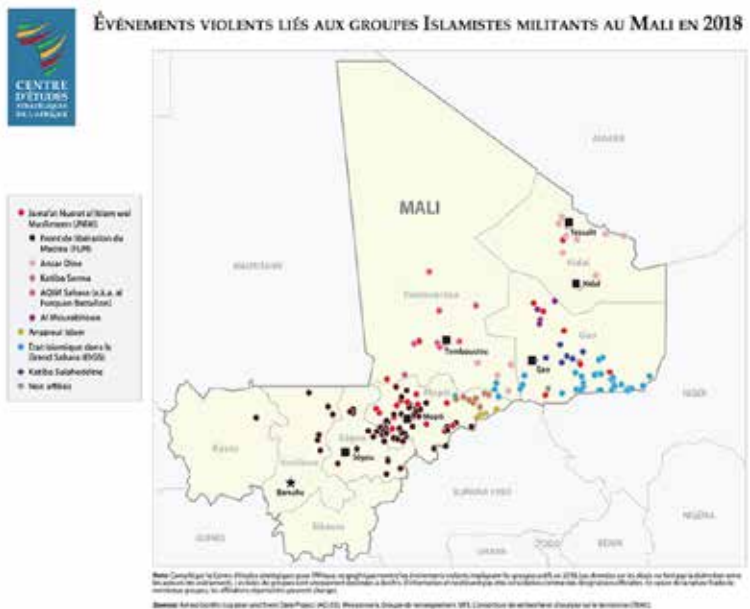
nable entraînera sans doute une remontée en puissance de l'activité des groupes djihadiste dans une partie du sahel. Aussi, faut-il noter que le retrait du Mali de la force conjointe G5 Sahel crée une rupture géographique dans la Bande Sahélo-Saharienne avec la fermeture des bases militaires de Gossi, Ménaka et Gao; ce qui rend plus complexe la lutte contre les Groupes Armés Terroristes.

Par ailleurs, le retrait des forces armées internationales réduira le financement des opérations militaires au Mali faisant de ce territoire un no man's land sécuritaire même si on note la présence du groupe paramilitaire Wagner sur ce territoire. Face à cette situation, la France suspend son aide au développement avec le Mali qui avait bénéficié de 473 millions d'euros entre 2013 2017 par le biais de l'Agence Française de développement.

Toutefois, le Burkina-Faso et le Niger réaffirment leur coopération militaire lors d'une réunion des ministres de la défense à Ouagadougou en août 2022.

En conclusion, nous avons pu voir à travers notre sujet que le Liptako-Gourma est complètement déstabilisé face à la menace terroriste, engendrant d'autres problèmes dans la région, malgré l'intervention d'acteurs locaux et internationaux afin d'instaurer la paix. Nous avons pu voir que cette menace terroriste a été favorisée dans une région composée de pouvoirs étatiques faibles, marginalisant les zones de campagnes, propice à l'installation de groupes islamistes. Les Etats, faibles et pauvres, ont du mal à pouvoir répondre à cette menace terroriste au Liptako-Gourma. De plus, la région se trouve naturellement dans

endroit propice à la formation de ces groupes terroristes, car c'est une région qui connaît un phénomène de désertification et de sécheresse. Elle est aussi riche en ressources permettant de financer ce terrorisme à travers l'exploitation illégale des ressources. Cette situation ne s'arrange pas dans un contexte où les populations sont non seulement menacées par les terroristes, mais aussi par la crise sanitaire à cause du climat propice aux épidémies. Face à cela, les populations fuient vers des camps de réfugiés qui ne peuvent être la solution permanente car ils sont aussi le foyer de violences. Malgré tout, l'armée française ainsi que l'ONU et les armées locales tentent tant bien que mal de lutter contre la menace terroriste et la crise humanitaire grâce à des aides et des combats armés permettant de déstabiliser les groupes terroristes. Cette situation au sein du Liptako-Gourma se tend en 2022 depuis le retrait des troupes françaises armées. Les populations se sentent alors abandonnées, ce qui alimente un sentiment anti-français grandissant notamment au Mali et au Burkina Faso. D'où l'arrivée de nouvelles puissances dans la région comme la Russie avec Wagner.



**Nesserine Dek**, Analyste géopolitique junior du cabinet InterGlobe Conseils, spécialisé en expertise géopolitique et communication stratégique.

Après l'obtention de sa licence avec mention, elle intègre le Master Relations internationales et géopolitique de l'Université catholique de Lille. Elle a développé un intérêt pour les questions géopolitiques en Asie, c'est pour cette raison qu'elle écrit actuellement son mémoire de recherche de première année au sujet de la géopolitique du patrimoine en Chine. Son intérêt pour la géopolitique asiatique la encourage à effectuer un second échange international à la Christ University de Bangalore en Inde en partenariat avec l'Université catholique de Lille dès janvier 2024.

## Explorez le monde avec nous et faites le plein de souvenirs exceptionnels !



### QUI SOMMES-NOUS

El Mikho Travel and Tours est un tour-opérateur et prestataire de services de classe mondiale, créé en 2012, et spécialisé dans les activités de tourisme, de safaris et de voyages dans la sous-région de l'Afrique Australe (Afrique du Sud et pays environnants).

Nous sommes enregistrés auprès de l'Office du tourisme Sud-Africain et de l'Office du Tourisme et des Transports de la province du Gauteng.

Nos bureaux sont basés à Pretoria, en Afrique du Sud, d'où nous coordonnons les safaris, circuits et voyages que nous organisons dans la sous-région.

Nous offrons des expériences hautement uniques et mémorables, qui s'appuient sur notre expertise et notre engagement à faire en sorte que tous nos clients repartent avec le souvenir d'un merveilleux et agréable séjour dans l'une des régions les plus remarquables de notre planète.

### TOURS EFFECTUÉS

TASSES DE CAFÉ (SERVIES)

### SERVICES À VALEUR AJOUTÉE

Nous offrons l'un des meilleurs services sur mesure et à valeur ajoutée de l'industrie Sud-Africaine. Que vous ayez besoin d'un chauffeur pour votre véhicule personnel, d'un chauffeur exécutif, d'un transfert aéroport, d'un billet d'avion, ou de logement luxueux, notre équipe se tient à votre disposition, et est prête à vous servir dès la confirmation de votre réservation.

- Transferts et navette aéroport
- Chauffeur exécutif
- Location de véhicules
- Hébergement
- Circuits et voyages organisés
- Billetterie et réservations
- Conférences et événements
- Transferts et navette aéroport

Nous sommes inscrits en tant qu'organisateur de voyages et agent d'affrètement auprès du conseil de réglementation de la province du Gauteng. Aussi, nous entretenons des relations de longue date avec des partenaires voyagistes similairement accrédités, tous aussi expérimentés et opérant dans les autres provinces d'Afrique du Sud. Cela nous permet ainsi d'offrir à notre clientèle un niveau de service sûr et fiable à l'échelle nationale.

### CHAUFFEUR EXÉCUTIF

Nous offrons un service de transfert aéroport privé, avec option luxe, et desservons les grands aéroports et agglomérations d'Afrique du Sud.

En réservant votre transfert aéroport à l'avance avec nous, vous avez la certitude qu'un chauffeur professionnel vous recevra à votre arrivée pour vous conduire à votre destination, en toute sécurité et confort.

### CIRCUITS ET VOYAGES ORGANISÉS

Avec nous, tous vos déplacements et vos besoins de transport à travers le pays sont couverts! Qu'il s'agisse de circuits saisonniers, d'excursions en vogue ou de visites guidées sur mesure, nous proposons une large gamme de forfaits et prix, qui garantissent des expériences mémorables toutes axées sur la qualité et la sécurité. Pour le confort de nos hôtes, des guides polyglottes sont disponibles sur demande.

### HÉBERGEMENT

Des solutions d'hébergement sont disponibles pour les catégories de locataires à court et moyen terme (étudiants, cadres d'entreprises et vacanciers) et en fonction des besoins exprimés. Faites-nous part de vos exigences, nous vous répondrons rapidement avec un éventail de sélections présentant les meilleurs rapports qualité-prix, et vous n'aurez qu'à choisir celles correspondant le mieux à vos besoins.

### CONFÉRENCE ET PLANIFICATION D'ÉVÉNEMENTS

Nous répondons à tous les besoins et à toutes les exigences, allant des réunions en comités restreints, aux séminaires d'entreprises et conférences de haut niveau, pour tout type de public. Permettez-nous de vous accompagner tout au long de votre parcours de planification, budgétisation, et de préparation technique (son et éclairage), jusqu'à la clôture de votre événement.

### BILLETTERIE & RÉSERVATION

Rejoignez des centaines de clients satisfaits et laissez-nous vous aider à bénéficier du bon deal pour vos déplacements locaux ou internationaux. Contactez-nous pour recevoir des offres personnalisées et à prix imbattable sur une large gamme d'établissements hôteliers, d'entreprises de location de voitures et de prestataires de voyages.

### LOCATION DE VOITURES

Nous facilitons la location de véhicules, pour vous permettre de prendre rapidement la route, afin que vous tiriez le meilleur parti de votre séjour. Les clés d'une large gamme de véhicules haut de gamme vous attendent, pour tous vos besoins et destinations.

### VOYAGES ET FORFAITS PERSONNALISÉS

Des forfaits et budgets personnalisés sont disponibles pour les voyageurs friands d'expériences uniques, sur mesure ou basées sur des thématiques particulières (forfait lune de miel, aventure, safari etc...). La sécurité des hôtes est assurée afin de garantir que tout le voyage se déroule sans heurts ni désagréments, et des dispositions particulières sont prises à l'accueil de nos clients, pendant leur séjour et à leur départ.

# Le rôle central des services de presse des équipes nationales

Les Jeux Paralympiques de Paris 2024 sont un événement mondial majeur qui attire l'attention des médias du monde entier. Dans ce contexte, les services de presse des différentes équipes nationales jouent un rôle central pour assurer une communication efficace et coordonnée. Cet article explore les actions et les responsabilités de ces services de presse, en mettant en lumière leur importance cruciale dans la gestion des rendez-vous, la mise à disposition des dossiers de presse et l'organisation des entretiens, avec des exemples concrets d'athlètes et de situations.

## Coordination des rendez-vous

Les services de presse des équipes nationales sont responsables de la coordination des rendez-vous entre les athlètes, les entraîneurs et les médias. Cette tâche est essentielle pour garantir que les athlètes puissent se concentrer sur leurs performances tout en répondant aux demandes médiatiques. A titre d'exemple, le service de presse de l'équipe de France a organisé des créneaux horaires spécifiques pour les interviews de Ma-



rie Patouillet, médaillée d'or en para-cyclisme. En tenant compte des horaires d'entraînement et de compétition, ils ont pu maximiser la visibilité médiatique de l'athlète tout en respectant ses besoins.

## Mise à disposition des dossiers de presse

La préparation et la distribution des dossiers de presse sont également des tâches cruciales pour les services de presse. Ces dossiers contiennent des informations détaillées sur les athlètes, les équipes, les

résultats des compétitions et les événements à venir. Par exemple, un dossier de presse pour l'équipe nationale de natation peut inclure des biographies des athlètes comme Ugo Didier, médaillé d'argent en para-natation, des statistiques de performance et des horaires de compétition. En fournissant ces informations de manière claire et accessible, les services de presse facilitent le travail des journalistes et assurent une couverture médiatique précise et complète.

## Organisation des entretiens

Les entretiens avec les athlètes et les entraîneurs sont un autre aspect important du travail des services de presse. Ils doivent organiser ces entretiens de manière à maximiser l'exposition médiatique tout en minimisant les interruptions pour les athlètes. Par illustration, le service de presse de l'équipe nationale de basket fauteuil a planifié des entretiens avec les joueurs après les matchs ou pendant les périodes de repos, en veillant à ce que les athlètes soient disponibles et prêts à répondre aux questions des journalistes. Cette organisation permet de garantir que les athlètes peuvent partager leurs expériences et leurs perspectives avec le public, tout en restant concentrés sur leurs performances.

## Gestion des crises et communication officielle

En cas de situations imprévues ou de crises, les services de presse des équipes nationales jouent un rôle crucial dans la gestion de la communication officielle. Ils doivent fournir des informations précises et cohérentes pour minimiser les impacts négatifs et éviter les malentendus. Pour illustrer mon propos, si un athlète est blessé pendant une compétition, le service de presse doit rapidement diffuser un communiqué de presse en plusieurs langues pour informer les médias et le public

de la situation. Cette gestion efficace des crises permet de maintenir la confiance et la transparence avec les médias et le public.

## Promotion et marketing des athlètes

Les services de presse travaillent également en étroite collaboration avec les équipes de marketing pour promouvoir les athlètes et les équipes nationales. Cela inclut l'utilisation de divers canaux de communication comme les réseaux sociaux, les sites web et les newsletters. Entre autres, une campagne de promotion pour un athlète paralympique comme Tanguy de La Forest, médaillé d'or en para-tir, peut inclure des posts sur les réseaux sociaux en plusieurs langues, des vidéos sous-titrées et des articles de blog traduits. Cette approche multilingue permet de toucher un public plus large et de maximiser l'impact des campagnes de promotion.

## Support logistique pour les médias

Le support logistique est une autre facette importante du travail des services de presse. Ils assurent que les journalistes disposent de toutes les ressources nécessaires, comme l'accès aux zones de compétition, les espaces de travail, et les équipements techniques. A titre

d'exemple, des espaces de travail multilingues peuvent être mis en place avec des ordinateurs équipés de logiciels de traduction et des interprètes disponibles pour aider les journalistes internationaux. Cela facilite le travail des médias et assure une couverture médiatique efficace.

Les services de presse des équipes nationales jouent un rôle central et multifacette lors des Jeux Paralympiques de Paris 2024. Leur travail de coordination des rendez-vous, de mise à disposition des dossiers de presse, d'organisation des entretiens, de gestion des crises, de promotion des athlètes et de support logistique est essentiel pour assurer une communication efficace et inclusive. En surmontant les barrières linguistiques et en fournissant des informations précises et accessibles, ces services de presse contribuent à la réussite des Jeux et à la promotion des valeurs d'inclusion et de diversité. Leur rôle est indispensable pour garantir que les athlètes puissent se concentrer sur leurs performances tout en partageant leurs histoires et leurs succès avec le monde entier.

**Par Cyrille Djami,  
consultant en  
communication  
stratégique et  
fondateur de  
CommsOfAfrica**



PALESTINE

# Politique de la terre brûlée et du Massacre

**L**es jours qui ont suivi l'opération menée par le Hamas en territoire israélien, Tsahal a procédé à un déferlement de bom-

bardements sur l'enclave. Un "carpet bombing" incessant, de jour comme de nuit, sans discernement, frappant essentiellement les personnes civiles, les hô-

pitaux, les écoles, les lieux de culte, etc... Déjà, confinées dans un réduit géographique extraordinairement restreint, avec une densité de population hors normes,





les victimes se comptaient évidemment par milliers. Des bombardements préventifs afin de “mieux préparer l'intervention au sol de nos troupes” expliquaient alors les chefs militaires israéliens. Avant de pilonner les populations, l'armée faisait savoir que les habitants du Nord, zone périurbaine située essentiellement autour de Gaza city, devaient aller se réfugier “de toute urgence”, sous peine d'être tous tués sous les bombes. Ils devaient partir pour la zone sud de Gaza, près de la frontière égyptienne, que le dictateur Al Sissi tient toujours hermétiquement fermée.

Une décision qui, dans l'urgence absolue et le dénuement le plus total, à bord des véhicules de fortune, de voitures surchargées et pour la plupart à pied, allait précipiter plus d'un million de réfugiés sur les routes dans une panique indescriptible. Bien entendu, la triste réalité est que, par delà les “annonces”, nombre de ces malheureux, pris pour cibles, périront.

En fait, dès le début, les “stratèges” militaires de Tsahal avaient décidé, pour attaquer Gaza, d'opter pour la combinaison la plus meurtrière possible, à savoir l'alternance ininterrompue des interventions aériennes et des interventions au sol. Sachant le carnage qui allait inévitablement s'en suivre, le jour précédant la mise en œuvre de cette opération, Israël prit soin de couper tout à la fois l'Internet et le téléphone. Une déci-

sion particulièrement claire : pas d'images, pas de reportages, blackout total. Autrement dit “Silence, on tue !”. Et ce qu'on découvrira le lendemain ne laissera malheureusement planer aucun doute.

Ce déluge de bombes incessant a provoqué, et provoque toujours, des dégâts humains hors d'imagination. A ce jour, les autorités palestiniennes font état de plus de 10 000 victimes. Ce qui fait dire au médecin français, président de l'ONG médecins du monde, dans le journal Libération du 30 octobre “Nous sommes passés d'une prison à ciel ouvert à un charnier à ciel ouvert” Un acharnement meurtrier que nombre d'observateurs n'hésitent plus à qualifier de génocidaire, pendant que les Nations Unies, condamnations après condamnations, n'ont de cesse de considérer les exactions de l'armée israélienne contre les Palestiniens comme des crimes de guerre. Après avoir, au moyen d'incessantes guerres de colonisation, accaparé plus des quatre cinquièmes du territoire et placé les territoires palestiniens sous tutelle, Israël nourrirait-il le plan de “débarrasser” la Palestine de ses derniers Palestiniens encore autonomes ? C'est en tout cas ce qu'on peut entendre dans les médias de la part de certains thuriféraires du régime Netanyahu interrogés sur “les buts de guerre”. Des sources non autorisées, nous dira-t-on, mais pour certaines, pour-

tant, très proches du pouvoir.

## L'impérialisme fait bloc avec Nethanyahou

Biden avait immédiatement donné toute latitude à Nethanyahou : “Nous ne fixerons aucune ligne rouge à Israël”. Traduction: Feu vert aux massacres et à l'épuration ethnique. A grand renforts de tapage médiatique, Emmanuel Macron fut un des premiers à se précipiter à Jérusalem rencontrer Nethanyahou pour “l'assurer de son soutien inconditionnel”. Aujourd'hui, devant l'ampleur des massacres, constatant les mobilisations gigantesques des opinions publiques mondiales et de la sienne aussi, il joue à faire semblant de “reculer un peu”, réclamant une action “plus juste” de la part des militaires israéliens, à ceux-là même qui bafouent tout droit international depuis 1948 et ridiculisent l'ONU elle-même sans discontinuer ; il demande “un peu plus d'humanitaire”. De “l'humanitaire” à dissoudre dans quelle potion grands dieux !? Dans les frappes aveugles des mortiers ? Dans les bombardements des écoles et des hôpitaux ? Ainsi le président français se dit favorable à des “gestes humanitaires” irréels mais oublie bizarrement de se prononcer pour un “cessez le feu” tout à fait réalisable... Bien sûr, tous ceux qui, comme la France, bafouant

les droits des peuples, continuent leurs menées militaires en Afrique pour assurer la protection de leurs multinationales, voient d'un très mauvais œil persévérer la lutte d'un peuple contre la colonisation et leur système impérialiste de domination. De la même façon, par le passé et pour des raisons semblables, les Français d'abord puis les USA, par des guerres terribles et des moyens colossaux, ont combattu les Vietnamiens en lutte pour leur indépendance ; La France encore, qui, pour le maintien de ses intérêts économiques et stratégiques en Afrique du Nord, livrera une guerre particulièrement meurtrière au peuple algérien contre son indépendance; sans omettre bien sûr le soutien impérialiste international au régime d'apartheid en Afrique du Sud jusqu'à sa chute, obtenue par le combat de la résistance intérieure et des pays africains amis de l'ANC.



## Une solidarité qui gêne

De longue date, la volonté farouche des Palestiniens à demeurer sur leur terre, pour tous les progressistes du monde, est le symbole du refus de la domination impérialiste. Dans les pays occidentaux, les dirigeants, tous rangés derrière l'impérialisme US, se retrouvent désormais en porte à faux avec leurs propres opinions publiques. En Angleterre, après que le gouvernement se soit prononcé pour "le

droit d'Israël à se défendre", c'est une manifestation de plus de 500 000 personnes qui lui répond dans les rues de Londres. Même situation aux Etats-Unis où Biden voit son électorat traditionnel lui exprimer un désaveu cinglant tant dans les universités que dans les manifestations massives. En France, là où l'exécutif a décidé de réprimer toute manifestation de solidarité avec la Palestine, quelle qu'elle soit, là où les tribunaux ont été appelés à la rescousse pour criminaliser tout soutien pu-

blic, eh bien là aussi, passant au travers les mailles du filet répressif, ce sont des milliers de personnes qui se sont mobilisées. Dans les pays ex colonisés ou encore dominés, la Palestine occupe toujours une place particulière, dans les pays arabes bien sûr, mais aussi dans les pays de l'Afrique subsaharienne, la détermination de ce peuple dans sa lutte anticoloniale a toujours forcé l'admiration et la solidarité. Et là aussi, les dirigeants qui, pour la plupart, dans la droite ligne des "accords d'Abraham", tissaient



plus ou moins discrètement des liens avec Israël, tant sur les plans politiques qu'économiques, jusques et y compris sur le terrain militaire et, pire encore, sur l'arsenal répressif, se retrouvent eux aussi très gênés aux entournures diplomatiques. A cet égard, le cas du Maroc est très parlant. En effet, alors que le régime se trouve désormais à l'avant-garde du rapprochement d'un pays du monde musulman avec Israël dans de multiples domaines, y compris militaires, son opinion publique se déclare

aujourd'hui à plus de 90%... défavorable aux Accords d'Abraham !

## La Palestine Une et indivisible

N'en déplaise aux colons faiseurs de frontières, bien connus aussi en d'autres temps en Afrique subsaharienne, la Palestine est un pays à part entière, un et indivisible. Dans son célèbre discours prononcé devant l'Assemblée générale des Nations Unies en 1974, Yasser Arafat rappelait que : "L'ONU a divisé ce qu'elle n'avait pas le droit de diviser : Une partie indivisible" Aujourd'hui pourtant, chez tous ceux que la Palestine dérange, on entend sourdre une petite musique vénéneuse qui voudrait que " compte tenu de la situation, les Palestiniens feraient mieux de se contenter de ce qu'on leur laisse et acceptent la solution à deux états". Une manière à peine déguisée de régler enfin cette "question" qui gêne, exact parallèle avec les Israéliens qui voudraient se débarrasser, une fois pour toutes, de ce qu'ils appellent, eux, le "problème". La solution des deux états est une vieille lubie des impérialistes partout où ils livrent des guerres contre l'émancipation des peuples. Ils ont essayé de l'imposer au Vietnam entre un Sud et un Nord, ils ont essayé, de même, d'imposer des ban-toustans aux Africains du sud, ils ont fait couper en

deux la Corée...sans oublier l'Afrique subsaharienne découpée à la règle selon leurs propres pointillés les réserves dans lesquelles ils ont enfermés les natifs lors de leur conquête coloniale de l'Amérique du Nord. C'est la partition, imposée par l'impérialisme à Oslo, véritable défaite de la résistance historique Palestinienne, qui a conduit à la situation actuelle, une situation qui voit le colonisateur accaparer les quatre cinquièmes du territoire et laisser aux natifs deux entités/confettis non viables, sans continuité territoriale et sous tutelle militaire de l'occupant. Jusqu'à la défaite de Oslo, la résistance palestinienne, de son côté, s'était toujours prononcée pour un état bi-national. C'est ce qu'affirmait encore Yasser Arafat, dans son même discours au Nations Unies : " Nous luttons pour que les juifs, les chrétiens, les musulmans, puissent vivre avec les mêmes droits et les mêmes devoirs." Aujourd'hui, tout le montre, Il n'y a pas d'autre issue.

Par François  
Charles &  
Romuald Boko



# L'impact positif sur la réputation des villes françaises

**L**es Jeux Olympiques de Paris 2024 ont été un succès pour la France, non seulement en termes de performances sportives et d'organisation, mais aussi en

matière de communication territoriale. Les villes françaises qui ont accueilli des événements olympiques ont vu leur réputation internationale et leur capital sympathie considérable-

ment augmenter. Cet article explore en profondeur l'importance de la communication territoriale dans ce contexte, en mettant en lumière les bénéfices concrets pour les villes hôtes.



## La communication territoriale : un outil stratégique

La communication territoriale est devenue un outil stratégique essentiel pour les villes souhaitant se démarquer sur la scène internationale. Elle englobe l'ensemble des actions de promotion et de valorisation d'un territoire, visant à attirer touristes, investisseurs et nouveaux résidents. Dans le cadre des Jeux Olympiques de Paris 2024, cette communication a pris une dimension particulière, permettant aux villes hôtes de se positionner comme des destinations attractives et dynamiques.

### L'exemple de Marseille

Marseille, en tant que ville hôte des épreuves de voile, a su tirer parti de cette opportunité pour renforcer son image. La ville a mis en avant son patrimoine maritime, ses infrastructures modernes et son cadre de vie exceptionnel. Les campagnes de communication ont été axées sur la promotion de ses plages, de son port historique et de ses événements culturels, attirant ainsi un nombre croissant de visiteurs internationaux. Les retombées économiques ont été significatives, avec une augmentation notable des réservations hôtelières et des dépenses touristiques.

### Lyon et Lille : Des Cas de Réussite

Lyon et Lille, qui ont accueilli respectivement des épreuves de football et de basket-ball, ont également bénéficié d'une visibilité accrue. À Lyon, des stars comme Alexandre Lacazette et Wendie Renard ont brillé sur le terrain, attirant l'attention des médias et des fans. Les publications sur les réseaux sociaux ont explosé, avec des millions de mentions et de partages, augmentant la notoriété de la ville. Par exemple, le hashtag #Lyon2024 a été utilisé plus de 500 000 fois sur Twitter et Instagram pendant les Jeux. À Lille, le basket-ball a été à l'honneur avec des joueurs de renom comme Victor Wembanyama et Marine Johannès. Les matchs au stade Pierre-Mauroy ont attiré des foules record, et les publications sur les réseaux sociaux ont atteint des sommets. Plus de 1,3 million de publications ont été enregistrées sur TikTok, soit une augmentation de 1 828 % par rapport aux Jeux de Tokyo. Les retombées économiques ont été tout aussi impressionnantes, avec une hausse de 38,2 % des prix moyens des chambres d'hôtel pendant les Jeux.

### Paris, Nanterre, Colombes et autres villes

Paris, en tant que ville principale des Jeux, a vu une augmentation massive de

sa visibilité internationale. Des sites emblématiques comme le Stade de France à Saint-Denis, le Parc des Princes à Paris, et l'Arena 92 à Nanterre ont accueilli des événements majeurs, attirant des millions de spectateurs et de téléspectateurs. Les publications sur les réseaux sociaux ont été phénoménales, avec des hashtags comme #Paris2024 et #JeuxOlympiques atteignant des milliards de vues. Des personnalités comme Snoop Dogg ont également contribué à cette visibilité. En tant que consultant pour NBC, la star américaine a partagé de nombreuses expériences des Jeux sur ses réseaux sociaux, générant des millions de vues et de partages. De plus, l'émission Today Show (une émission de télévision matinale américaine, diffusée depuis le 14 janvier 1952 sur le réseau NBC n.d.r.) a diffusé des segments en direct de Paris, mettant en avant les arts de vivre à la française, ce qui a attiré l'attention des téléspectateurs américains. Colombes, qui a accueilli des épreuves de hockey sur gazon, a également bénéficié d'une attention accrue. Les infrastructures modernisées et les campagnes de promotion ont attiré de nombreux visiteurs, augmentant ainsi la notoriété de la ville. Les retombées économiques ont été significatives, avec une augmentation de 25 % des réservations hôtelières et une hausse de 30 % des dépenses touristiques.



Les Bénéfices des Aménagements pour les Jeux Paralympiques et l'Inclusion

Les Jeux Paralympiques de Paris 2024 ont également apporté des bénéfices significatifs en termes d'inclusion et d'accessibilité. Les aménagements réalisés pour accueillir les athlètes paralympiques, tels que l'amélioration des infrastructures de transport et l'accessibilité des bâtiments publics, ont permis de rendre la ville plus inclusive pour les personnes en situation de handicap. Ces améliorations continueront de bénéficier à la communauté locale bien après la fin des Jeux.

## Les Retombées à Long Terme

Au-delà des bénéfices immédiats, les Jeux Olympiques ont permis de créer un héritage durable pour les

villes hôtes. Les infrastructures sportives construites ou rénovées pour l'occasion continueront de servir les communautés locales et d'attirer des événements internationaux. De plus, la visibilité médiatique mondiale a contribué à ancrer ces villes dans l'esprit des voyageurs et des investisseurs potentiels, assurant ainsi des retombées positives à long terme.

## Les Prochains Jeux Olympiques à Los Angeles

Alors que Paris célèbre le succès de ses Jeux Olympiques, les regards se tournent déjà vers Los Angeles, qui accueillera les prochains Jeux Olympiques d'été en 2028. Los Angeles prévoit d'utiliser ses infrastructures sportives existantes et d'introduire de nouveaux sports, tels que

le flag football et le squash, pour offrir une expérience unique et innovante aux athlètes et aux spectateurs. Les Jeux Olympiques de Paris 2024 ont démontré l'importance cruciale de la communication territoriale pour les villes hôtes. En mettant en avant leurs atouts et en capitalisant sur la visibilité offerte par cet événement mondial, des villes comme Paris, Saint-Denis, Versailles, Marseille, Tahiti, Bordeaux, Lyon, Nice, Nantes, Saint-Étienne, Châteauroux, Vaires-sur-Marne et Saint-Quentin-en-Yvelines ont réussi à améliorer leur réputation internationale et à attirer de nouvelles opportunités économiques. La réussite de cette stratégie de communication territoriale souligne l'importance de continuer à investir dans la promotion des territoires pour assurer leur développement et leur attractivité à long terme.

En somme, les Jeux Olympiques ont été un catalyseur de croissance et de renommée pour les villes françaises, prouvant que la communication territoriale est un levier puissant pour le développement local et international.

Par Cyril Djami,  
consultant en  
communication  
stratégique et  
fondateur de  
CommsOfAfrica



DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL EN AFRIQUE

# Des légendes du football africain chez Denis Sassou N'Guesso

Samuel Eto'o, Jay Jay Okocha, El Hadji Diouf, Emmanuel Adebayor et Asamoah Gyan avaient été reçus récemment par le président Sassou N'Guesso de la république du Congo

Le Camerounais Samuel Eto'o, le Nigérian Okocha, le Sénégalais El Hadji Diouf, le Togolais Adebayor et le Ghanéen Asamoah sont arrivés au Congo samedi 21 septembre à Oyo, dans le département de la Cuvette. Ils ont été reçus par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Il était question pour eux de toucher du doigt le travail qui se fait au sein de l'Académie de formation Alima. Les cinq légendes de football africain ont promis

d'apporter leur expertise à cette initiative issue du partenariat public-privé. Ils souhaitent que ce genre de projet se multiplie dans d'autres pays du continent. « Durant notre jeunesse, nous avons tous eu l'envie de faire des choses extraordinaires pour la communauté, pour nos pays et pour le continent. Nous avons tous rêvé. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas ignorer les œuvres du président Denis Sassou N'Guesso, car il fait des choses énormes au profit de la jeunesse. Nous

n'avons pas eu de chance de fréquenter ce genre d'infrastructures avant d'atteindre le haut niveau », a déclaré Emmanuel Adebayor. L'Académie Alima, il faut le rappeler, est un centre de formation chargé de développer les activités de formation des jeunes footballeurs et le suivi scolaire dans un programme rigoureux de haut niveau afin de favoriser leurs éventuelles intégrations dans des clubs sportifs professionnels.

# BIIC ONLINE

PARTICULIER

**Ma banque  
partout avec moi**

Pratique, sécurisée  
et gratuite



[www.biiconline.com](http://www.biiconline.com)

